

"C'était un scrutin pour le climat"

Autor(en): **Wenger, Susanne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **46 (2019)**

Heft 6

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912787>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«La démocratie suisse gagne en qualité»

Le Conseil national compte désormais 42 % de femmes, un taux jamais atteint auparavant. La campagne interpartis «Helvetia appelle!» d'Alliance F y a aussi contribué. Jessica Zuber, cheffe de la campagne, explique pourquoi il s'agit d'un résultat électoral historique en Suisse.

Le Conseil national, Chambre basse du Parlement, compte 200 membres, dont 84 sont désormais des femmes. Leur part est ainsi passée de 32 à 42 %. Au Conseil des États, la Chambre haute, cette proportion sera bien moindre. Mais Jessica Zuber affirme quand même qu'il s'agit d'élections historiques pour les femmes. La politologue, qui a dirigé la campagne «Helvetia appelle!» d'Alliance F, faitière des sociétés féminines suisses, rappelle que depuis l'introduction du droit de vote en 1971, les femmes

suissees n'ont accru leur présence au Parlement que très lentement: «Pas plus de 3 à 4 % à chaque fois.» Aujourd'hui, le peuple a élu près d'un quart de femmes en plus au Palais fédéral; une hausse record tant à gauche qu'au sein des partis bourgeois. «La démocratie suisse gagne en qualité parce que les femmes et les hommes sont représentés de manière plus équilibrée», dit Jessica Zuber. Il s'agit pour le moins d'un succès d'étape. Jamais les candidates n'avaient été aussi nombreuses, et elles occupaient des places plus pro-

«C'était un scrutin pour le climat»

Outre les données scientifiques, le succès des Verts aux récentes élections suggère que la Suisse devrait poursuivre des objectifs plus ambitieux en matière de climat. C'est ce qu'affirme la climatologue suisse Sonia Seneviratne. Elle a un conseil de lecture à adresser au nouveau Parlement.

Le peuple a reconnu la nécessité urgente d'agir sur le plan de la politique climatique. Selon Sonia Seneviratne, c'est ce qui explique l'énorme hausse de la part de suffrages pour les partis verts et le nombre de sièges remportés au Parlement: «C'était un scrutin pour le climat». La climatologue originaire du canton de Vaud est aujourd'hui professeure de Dynamique Terre-Climat à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Elle est aussi l'un des principaux auteurs des publications du Groupe d'experts intergouvernement-



«Le PS devrait revenir à une position pro-européenne»

La politique européenne est bloquée et a besoin d'une nouvelle impulsion, affirme Thomas Cottier, président de l'association «La Suisse en Europe». Selon lui, le résultat des récentes élections devrait inciter les sociaux-démocrates (PS) à abandonner leurs réticences face à l'accord-cadre avec l'UE.

Pour l'heure, il est difficile d'évaluer l'impact des récentes élections sur la politique européenne de la Suisse. À la question de savoir si le pays devrait signer l'accord-cadre avec l'Union européenne (UE) prêt depuis plusieurs mois, plusieurs partis n'ont pas répondu clairement durant la campagne en raison de points controversés, notamment celui de la protection des salaires. «Pourtant, le temps presse», insiste Thomas Cottier, professeur émérite de Droit économique européen et international à l'Université de Berne et président de l'association pro-européenne «La Suisse en Europe». Au

Conseil fédéral et au nouveau Parlement, il conseille d'écouter «les signaux envoyés par les électeurs». Le parti le plus anti-européen, l'Union démocratique du centre (UDC), a d'ailleurs été pénalisé. Non seulement il rejette l'accord-cadre, mais il veut aussi mettre fin à la libre circulation des personnes par son initiative «de limitation». Selon Thomas Cottier, les Suisses ont rejeté cette politique de blocus. Ils ont en revanche renforcé les Verts Libéraux, qui soutiennent inconditionnellement l'accord-cadre: «Les sièges remportés par le PVL peuvent être vus comme une validation de leur



metteuses sur les listes que lors des dernières élections. C'est pour cette cause que «Helvetia appelle!» s'est engagée auprès de mille sections de partis dans toute la Suisse. Des centaines de candidates ont été encouragées et accompagnées durant la campagne électorale. Helvetia a appelé... et elle a été entendue. Le moment était apparemment venu: Jessica Zuber cite plusieurs facteurs, comme la grève des femmes en juin, qui a rassemblé des centaines de milliers de participantes. Il y a un an, le Parlement a brillam-

ment élu deux femmes au gouvernement. Cette présence accrue des femmes pourrait avoir un impact sur certains sujets au-delà des appartenances partisans, affirme Jessica Zuber, par exemple sur la conciliation travail/famille, les mesures contre la violence armée ou la politique environnementale. «Helvetia appelle!» poursuivra ses efforts après les élections: «Notre but est la représentation paritaire des sexes dans les deux Chambres.» (SWE)

tal sur l'évolution du climat (GIEC): dans plusieurs rapports, les scientifiques mettent en garde contre les conséquences graves du réchauffement planétaire. Sur la base de ces découvertes, le Conseil fédéral a récemment renforcé ses objectifs climatiques. La Suisse entend atteindre la neutralité carbone – c'est-à-dire zéro émission nette de gaz à effet de serre – d'ici 2050. Avant les élections, le Conseil des États a approuvé une loi sur le CO₂ prévoyant la hausse du prix de l'essence et une taxe sur les billets

d'avion. On saura bientôt ce que le nouveau Conseil national plus vert en fera, et si le peuple ira dans la même direction. «Il est très probable que la politique climatique suisse deviendra plus ambitieuse», espère Sonia Seneviratne. Selon elle, l'objectif du Conseil fédéral n'est pas radical, mais réaliste. La Suisse, pays très développé, s'est engagée dans le cadre de l'Accord de Paris à contribuer à la protection du climat. Les taxes d'incitation constituent un bon moyen pour rendre la protection du climat socialement acceptable:

«Cet argent peut être reversé à la population, par exemple sous la forme de réduction des primes d'assurance-maladie.» Au nouveau Parlement, la climatologue recommande surtout de lire le rapport du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C et les risques qui nous menacent. «À mon avis, nous devrions même débattre de la possibilité d'atteindre la neutralité carbone dès 2040», ajoute-t-elle. (SWE)



politique.» Les pertes du PS, par contre, constituent d'après le professeur un appel au parti de gauche à revenir à sa position pro-européenne traditionnelle. C'est ce que semble indiquer la non-réélection de syndicalistes connus qui s'étaient récemment opposés à l'accord-cadre. Si le PS bouge et reprend le rôle de leader, une grande «coalition de la raison», telle que celle qui combat l'«initiative de limitation» de l'UDC pourrait reprendre forme, affirme Thomas Cottier avec conviction. Les accords bilatéraux pourraient ainsi être préservés et étendus, ce qui est essentiel pour l'économie et



tout le pays. «Les Suisses de l'étranger vivant au sein de l'UE ont eux aussi besoin de sécurité juridique», Thomas Cottier. Grand connaisseur de l'Europe, il appelle le Conseil fédéral et le Parlement à ne pas se focaliser uniquement sur la politique intérieure. «Le contexte géopolitique a changé», indique-t-il. Dans les années à venir, la Suisse aura encore plus besoin de relations stables avec l'UE. (SWE)